

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/006563]

3 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'annexe 7 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers, en ce qui concerne le taux d'occupation minimum dans le cadre des subventions de fonctionnement aux centres de soins de jour

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Décret Soins résidentiels du 15 février 2019, articles 55 et 56, modifiés par le décret du 20 décembre 2019.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- Le ministre flamand qui a la politique budgétaire dans ses attributions a donné son accord le 14 avril 2024.

- Le 23 avril 2024, une demande d'avis dans les 30 jours a été introduite auprès du Conseil d'État, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. Le 25 avril 2024, le Conseil d'État a décidé de ne pas rendre d'avis, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- Les centres de soins de jour en phase de démarrage bénéficient de trois années de subvention pour constituer leur base d'usagers. Au cours de ces trois premières années de subvention, ils perçoivent le montant de subvention maximum s'ils peuvent justifier d'une occupation moyenne minimale de trois usagers au cours de l'année de subvention en question. À partir de la quatrième année de subvention, la subvention devient liée au taux d'occupation et, depuis 2023, le centre de soins de jour doit pouvoir justifier d'un taux d'occupation moyen d'au moins sept usagers, alors qu'auparavant il était d'au moins quatre. En raison de l'impact du COVID-19 sur les taux d'occupation des centres de soins de jour au cours des années 2020 à 2022, les centres qui, partiellement ou non, étaient dans leurs trois premières années de subvention au cours de ces années, à savoir les centres dont la première année de subvention se situe entre 2018 et 2022, n'ont pas eu l'occasion de développer pleinement leur base d'usagers. Même pour les centres de soins de jour subventionnés depuis plus de trois ans, le passage du taux d'occupation minimum de quatre à sept n'est pas évident, en raison de l'impact du COVID-19 sur leur taux d'occupation au cours des années 2020 à 2022.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'article 67 de l'annexe 7 à l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juin 2019 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de soins résidentiels et d'associations d'intervenants de proximité et d'usagers est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les centres de soins de jour, avec ou sans agrément supplémentaire pour la prise en charge de personnes souffrant d'une maladie grave, dont la première année de subvention se situe dans les années 2018 à 2022, perçoivent pendant deux ans à partir de 2023 un montant de subvention égal au montant de subvention maximum, à condition de réaliser un taux d'occupation moyen d'au moins trois. ».

Art. 2. Le chapitre 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 20 janvier 2023 et 23 novembre 2023, est complété par un article 67/1, rédigé comme suit :

« Art. 67/1. Par dérogation à l'article 66, alinéa 2, les centres de soins de jour qui ont un taux d'occupation moyen inférieur à sept usagers mais d'au moins cinq usagers en 2023, peuvent recevoir un montant de subvention de 30 692,33 euros ou de 28 705,06 euros, selon que le taux d'occupation réalisé est de six ou cinq.

Par dérogation à l'article 66, alinéa 2, les centres de soins de jour qui ont un taux d'occupation moyen inférieur à sept usagers mais d'au moins six usagers en 2024, peuvent recevoir un montant de subvention de 30 692,33 euros. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} janvier 2023.

Art. 4. Le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2024/006717]

17 MEI 2024. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van artikel 1, 2 en 6 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 juli 2021 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de havenbedrijven voor de havenkapiteinsdiensten die expliciet kunnen worden toegewezen aan de verkeersafwikkeling, de veiligheid en de vrijwaring van het milieu

Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 16 juni 2006 betreffende de begeleiding van de scheepvaart op de maritieme toegangswegen en de organisatie van het Maritiem Reddings- en Coördinatiecentrum, artikel 32.

Vormvereiste

De volgende vormvereiste is vervuld:

- de Vlaamse minister, bevoegd voor het budgettair beleid, heeft zijn akkoord gegeven op 16 mei 2024.

Juridisch kader

Dit besluit sluit aan bij de volgende regelgeving:

- de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

- de Vlaamse Codex Overheidsfinanciën van 29 maart 2019;
- het decreet van 3 mei 2019 houdende de havenkapiteinsdienst;
- het Besluit Vlaamse Codex Overheidsfinanciën van 17 mei 2019.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Mobiliteit en Openbare Werken.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 juli 2021 tot regeling van de toekenning van subsidies aan de havenbedrijven voor de havenkapiteinsdiensten die expliciet kunnen worden toegewezen aan de verkeersafwikkeling, de veiligheid en de vrijwaring van het milieu worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, tweede lid, 1°, en derde lid, 1°, worden de woorden "Havenbedrijf Antwerpen" vervangen door de woorden "Haven Antwerpen-Brugge";

2° in het eerste lid wordt punt 3° opgeheven;

3° in het tweede lid, 1°, wordt het percentage "69,53%" vervangen door het percentage "84,40%";

4° in het tweede lid wordt punt 3° opgeheven;

5° in het derde lid, 1°, wordt de zinsnede "9.256.770,35 euro (negen miljoen tweehonderdzesenvijftigduizend zevenhonderdzeventig euro vijfendertig cent)" vervangen door "11.236.205,62 euro (elf miljoen tweehonderdzesenderigtigduizend tweehonderdvijf euro tweeënzestig cent)";

6° in het derde lid wordt punt 3° opgeheven.

Art. 2. In artikel 2 en 6 van hetzelfde besluit wordt de zinsnede "en 2023" telkens vervangen door de zinsnede "2023 en 2024".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor de waterinfrastructuur en het waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 2024.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Mobiliteit en Openbare Werken,
L. PEETERS

TRADUCTION**AUTORITE FLAMANDE**

[C - 2024/006717]

17 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les articles 1^{er}, 2 et 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 2021 fixant les règles relatives au subventionnement des régies portuaires pour les services de capitainerie portuaires pouvant être explicitement attribuées à l'écoulement du trafic, à la sécurité et à la conservation de l'environnement

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 16 juin 2006 relatif à l'assistance à la navigation sur les voies d'accès maritimes et à l'organisation du « Maritiem Reddings- en Coördinatiecentrum » (Centre de Coordination et de Sauvetage maritimes), article 32.

Formalité

La formalité suivante a été remplie :

- le ministre flamand qui a la politique budgétaire dans ses attributions a donné son accord le 16 mai 2024.

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes ;
- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019 ;
- le décret du 3 mai 2019 portant la capitainerie de port ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics.
Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juillet 2021 fixant les règles relatives au subventionnement des régies portuaires pour les services de capitainerie portuaires pouvant être explicitement attribuées à l'écoulement du trafic, à la sécurité et à la conservation de l'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, alinéa 2, 1°, et alinéa 3, 1°, les mots « Havenbedrijf Antwerpen » sont remplacés par les mots « Haven Antwerpen-Brugge » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le point 3° est abrogé ;

3° dans l'alinéa 2, 1°, le pourcentage « 69,53 % » est remplacé par le pourcentage « 84,40 % » ;

4° dans l'alinéa 2, le point 3° est abrogé ;

5° dans l'alinéa 3, 1°, le membre de phrase « 9 256 770,35 euros (neuf millions deux cent cinquante-six mille sept cent septante euros et trente-cinq centimes) » est remplacé par le membre de phrase « 11 236 205,62 euros (onze millions deux cent trente-six mille deux cent cinq euros et soixante-deux centimes) » ;

6° dans l'alinéa 3, le point 3° est abrogé ;

Art. 2. Dans les articles 2 et 6 du même arrêté, le membre de phrase « et 2023 » est chaque fois remplacé par le membre de phrase « , 2023 et 2024 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre flamand qui a l'infrastructure hydraulique et la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2024/006812]

17 MEI 2024. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 januari 2016 houdende de uitvoering van het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid, wat betreft de verwerking van persoonsgegevens en de verplichting tot inburgering voor bedienaars van de erkende erediensten

Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid, artikel 6, eerste lid, vervangen bij het decreet van 9 juli 2021, artikel 20, § 1, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 3 mei 2024, artikel 28, § 3, ingevoegd bij het decreet van 9 juli 2021 en vervangen bij het decreet van 3 mei 2024, en artikel 39, § 1, tweede lid, vervangen bij het decreet van 9 juli 2021.

Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 25 januari 2024.
- De Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen heeft beslist om geen advies uit te brengen op 26 februari 2024.
- De Vlaamse toezichtcommissie voor de verwerking van persoonsgegevens heeft advies nr. 2024/029 gegeven op 20 februari 2024.
- De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft verwezen naar het standaardadvies nr. 65/2023 van 24 maart 2023 op 22 maart 2024.
- Er is op 7 mei 2024 bij de Raad van State een aanvraag ingediend voor een advies binnen dertig dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. De Raad van State heeft op 8 mei 2024 beslist geen advies te geven, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Bestuurszaken, Inburgering en Gelijke Kansen.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Vlaamse Regering van 29 januari 2016 houdende de uitvoering van het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid, vervangen bij het besluit van de Vlaamse Regering van 17 december 2021 en gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 12 mei 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 5°, a), wordt de zinsnede „ Sport” opgeheven;

2° in punt 7° wordt punt c) vervangen door wat volgt:

“c) Wonen in Vlaanderen;”.